

"Potsdam, Berlin et le plan Marshall" dans Luxemburger Wort (26 juin 1948)

Légende: Le quotidien luxembourgeois Luxemburger Wort s'interroge sur le but poursuivi par l'URSS par le blocus, le 24 juin 1948, des voies d'accès vers Berlin-Ouest.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 26.06.1948, n° 178/179; 101e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Potsdam, Berlin und der Marshallplan", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/potsdam_berlin_et_le_plan_marshall_dans_luxemburger_wort_26_juin_1948-fr-cc961f2d-8027-4ae0-acf6-bd94c86e2fdf.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Potsdam, Berlin et le plan Marshall

Que cherche la Russie avec son attitude de fonceuse à Berlin? C'est la question qui s'impose, étant donné la situation de plus en plus embrouillée sur place. Cherche-t-elle à éjecter les trois forces d'occupation occidentales? Celles-ci semblent peu enclines à faire plaisir aux Russes. L'hebdomadaire britannique *The Economist* a constaté hier que, depuis l'accord de Potsdam – celui auquel la politique russe s'est toujours référée –, toute la tactique russe a manifestement consisté à rendre inévitable la division de l'Allemagne. Il est d'autant plus surprenant que le communiqué de Varsovie d'avant-hier – de nouveau en référence à Potsdam – s'élève justement contre la division de l'Allemagne et en attribue la responsabilité aux puissances de l'Ouest. Dans la pratique, la division de l'Allemagne dure déjà depuis presque trois ans. Aujourd'hui, la situation en place depuis longtemps réclame simplement une reconnaissance pour ainsi dire légale. Lorsqu'en son temps, à l'été 1945, les quatre forces d'occupation sont entrées dans Berlin et se sont associées dans un Conseil de contrôle allié pour toute l'Allemagne et dans un commandement allié de la ville, le monde entier a reporté toute son attention sur cet exemple et on a dit que Berlin serait le symbole, mais aussi le baromètre de la collaboration des quatre grandes puissances. La preuve par l'exemple est maintenant faite. Du côté américain et britannique, on a parlé ouvertement hier d'une réorganisation du gouvernement militaire sur une base tripartite. De quatre, on passerait à trois. La Russie serait définitivement écartée et, avec elle, la zone Est de l'Allemagne, occupée par la Russie.

Mais cela ne réglerait pas le cas de Berlin. Le rideau de fer part-il de Berlin ou traverse-t-il Berlin? C'est la question. Le ministre des Affaires étrangères britannique Bevin a clairement présenté le point de vue de son pays voici quelques semaines: l'Angleterre reste, quelles que soient les provocations. Bevin a fait allusion à cette déclaration hier à la Chambre des communes et a ajouté que cela n'appelait aucun commentaire. Du reste, en décembre, le ministre de la zone occupée par la Grande-Bretagne, Pakenham, a déjà fait exactement la même promesse au maire de Berlin, Mme Louise Schröder. C'était juste quelques jours après l'interruption de la conférence des ministres des Affaires étrangères à Londres, alors les Berlinoises s'inquiétaient déjà des conséquences que l'événement de Londres pourrait avoir pour eux.

Pour les États-Unis d'Amérique, la situation est peut-être même encore plus claire. Un retrait de Berlin équivaldrait pour eux à une perte de prestige qui se manifesterait bien au-delà des frontières de l'Allemagne et aurait des conséquences concrètes. La confiance dans la parole et la puissance de l'Amérique serait sérieusement ébranlée et la réalisation du plan Marshall fortement remise en question. Cette fois-ci pas à cause d'un vote incompréhensible en soi de la Chambre des représentants à Washington – que le Sénat a d'ailleurs pu en quelque sorte redresser –, mais bien parce que la grande majorité des seize pays européens participant au plan Marshall ne voudraient plus prendre le risque de croire Washington sur parole et de susciter peut-être ainsi le mécontentement ailleurs.

Il ne s'agit donc pas simplement de Berlin et des deux millions de Berlinoises occupés par l'Ouest. Berlin n'est que le prétexte, le symbole tangible. Il s'agit de toute la politique américaine d'après-guerre. Et elle a cristallisé autour du plan Marshall.

La Russie le sait tout aussi bien que les États-Unis. L'antagonisme ouvert entre l'Est et l'Ouest date du moment précis où le plan Marshall devait prendre une forme concrète. À ce moment-là, on a abandonné les derniers scrupules d'un côté comme de l'autre. Ce n'était de toute façon que des scrupules de façade. L'ordre de retrait pour la Tchécoslovaquie a été la première manifestation de cette opposition ouverte. Depuis lors, la Russie a tout fait pour saper le plan Marshall. Dans le communiqué de Varsovie d'avant-hier, celui-ci est la cible d'une nouvelle attaque, pour introduire en quelque sorte le nouveau chapitre de la tension à Berlin.

Ce ne sera pas le dernier, mais seulement un de plus dans les nombreux chapitres de la «guerre froide», qui est en fin de compte une paix, bien que d'un type très particulier.